

401415/24

HLLM

Dossier 144

M. Poin

N° 1747/E du 10.5.46

**SOCIÉTÉ
NATIONALE**
des
**CHEMINS DE FER
FRANÇAIS**

AVIS GÉNÉRAL

P 1
N° 4
P
Paris, le 29 avril 1946

REMISE EN SERVICE DES AGENTS ET AUXILIAIRES AYANT DÛ QUITTER LEUR EMPLOI PAR SUITE D'ÉVÉNEMENTS DE GUERRE.

DISTRIBUTION		
P 1		
EX	MT	VB
1-2	1-2	1
11 à 14	11 à 49	10 à 14
18	55-56	31-32
21-31	62	41-43
42	64-65	51-52
91 à 93	91 à 93	57
	94	61-64
		71-75
		86 à 88
		91 - 92

Rectificatifs

L'Ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945 relative aux candidats ayant été empêchés d'accéder aux Services Publics, ainsi qu'aux fonctionnaires et agents des Services Publics ayant dû quitter leur emploi par suite d'événements de guerre est, d'après son article 1^{er}, applicable aux Services publics, industriels et commerciaux, exploités en régie, concédés ou affermés de l'Etat, des Départements et des Communes.

L'article 3 précise que « en ce qui concerne le personnel régi par des Conventions Collectives », les modalités d'application « feront l'objet d'avenants à ces Conventions qui seront soumis à l'approbation du Ministre compétent. . . . ». Le texte annexé au présent Avis Général a été établi dans les conditions indiquées ci-dessus et il a été approuvé par M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports.

Il comporte, en faveur des agents et auxiliaires qui ont dû cesser leur service par suite des événements de guerre (prisonniers, mobilisés, déportés, travailleurs non volontaires, etc...), des mesures à mettre en application immédiatement et qui se rapportent aux points suivants :

- commissionnement,
- avancement en grade,
- admission au cadre permanent des auxiliaires.

Le présent Avis Général annule la lettre Pe 495 du 9 juin 1945, ainsi que les lettres Pe 572 du 22 juin et Pe 732 du 24 juillet 1945.

Le Directeur Général,
LEMAIRE.

ANNEXE

REMISE EN SERVICE ET EXAMEN DE LA SITUATION DES AGENTS ET AUXILIAIRES AYANT DÛ CESSER LEUR SERVICE PAR SUITE D'ÉVÉNEMENTS DE GUERRE.

CHAPITRE 1

AGENTS ET AUXILIAIRES INTERESSES.

article 1 ♦

Les dispositions de la présente instruction s'appliquent aux agents et auxiliaires appartenant aux catégories ci-après, qui, en raison des circonstances nées de la guerre, ont dû cesser leur service :

- 1° — Prisonniers de guerre demeurés en captivité postérieurement au 25 juin 1940.
- 2° — Mobilisés ou engagés ayant servi postérieurement au 25 juin 1940, dans les formations militaires françaises de Mer, de Terre, et de l'Air, à l'exclusion :
 - a) des militaires démobilisés entre le 25 juin 1940 et le 1^{er} juin 1941 par l'Autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat Français,
 - b) des engagés volontaires dans les formations militaires dépendant de l'Autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat Français, s'ils n'ont pas pris part ultérieurement à des opérations contre l'ennemi.
- 3° — Mobilisés ou engagés dans les Forces Alliées.
- 4° — Combattants des Forces Françaises de l'Intérieur et assimilés qui seront définis ultérieurement.
- 5° — Agents et auxiliaires atteints d'infirmité par suite de faits de guerre dans les conditions prévues par la loi du 24 juin 1919 sur les victimes civiles de la guerre, à condition qu'ils remplissent les conditions d'aptitude physique exigées par le Règlement du Personnel pour l'emploi considéré.
- 6° — Agents et auxiliaires qui ont été déportés ou internés pour des motifs politiques ou militaires par les Autorités ennemies ou par l'Autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat Français.
- 7° — Agents et auxiliaires contraints de travailler au profit de l'ennemi dans des conditions exclusives de toute intention réelle de coopérer à l'effort de guerre de celui-ci.
- 8° — Agents et auxiliaires ayant dû se soustraire à une recherche ou à un ordre de réquisition des Autorités ennemies ou de l'Autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat Français ou qui ont dû quitter leur emploi pour participer à l'action d'une organisation de résistance.

9° — Agents et auxiliaires exclus de la S.N.C.F. par suite de mesures d'ordre politique ou racial émanant de l'Autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat Français.

10° — Agents et auxiliaires en service pendant l'occupation dans une résidence où l'exploitation des chemins de fer n'était plus assurée par la S.N.C.F. (départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle).

article 2 ♦

Les agents et auxiliaires repris à l'article 1^{er} ci-dessus, ne peuvent bénéficier des dispositions des articles ci-après en ce qui concerne le commissionnement et l'avancement en grade que si la durée de leur empêchement effectif a été d'au moins 6 mois.

CHAPITRE 2

AGENTS DU CADRE PERMANENT.

article 3 ♦ Remise en service.

Les agents du cadre permanent, c'est-à-dire les agents commissionnés ainsi que ceux qui, au moment de leur cessation de service à la S.N.C.F. étaient dans la situation d'agents à l'essai (majeurs ou mineurs) ou d'agents confirmés (majeurs ou mineurs) seront remis en service.

Ils devront être réintégrés, en principe, dans la localité où ils étaient employés. En cas d'impossibilité absolue (manque de postes vacants, suppression de postes, faits de guerre), ils seront consultés sur le choix de leur nouvelle résidence.

Ils auront alors droit aux allocations réglementaires de changement de résidence (allocations normales seulement si le changement de résidence résulte d'une promotion accordée à l'intéressé).

On s'efforcera de donner satisfaction aux agents qui, à leur retour, demanderaient à reprendre du service dans une localité autre que celle à laquelle ils étaient affectés avant leur départ.

Dans ce dernier cas, le changement de résidence étant motivé par les convenances personnelles ne donnera pas lieu à une indemnité.

article 4 ♦ Commissionnement.

a) Les ex-agents mineurs ou majeurs qui étaient confirmés, seront soumis à un stage d'essai de 3 mois à l'issue duquel ils seront, s'ils effectuent un bon service, commissionnés et affiliés rétroactivement à la date à laquelle ils ont atteint l'âge de 22 ans et 3 mois.

Ceux qui n'auront pas donné entière satisfaction, verront leur stage prolongé à nouveau de 3 mois.

A l'expiration des 6 mois de stage, ils seront soit licenciés, (1) soit commissionnés avec effet rétroactif à la même date que ci-dessus.

Les ex-mineurs confirmés qui, avant leur départ sous les drapeaux avaient été avisés qu'en raison de l'insuffisance de leurs services ils ne seraient pas réadmis, seront néanmoins réintégrés s'ils le demandent : leur stage d'essai devra durer 6 mois pendant lesquels ils seront suivis d'une façon toute spéciale par leur Chef d'Etablissement et, à l'issue de ce stage, ils seront, suivant la qualité de leurs services, soit licenciés (T), soit commissionnés rétroactivement à la date à laquelle ils l'auraient été après un stage de 3 mois si la guerre n'avait pas eu lieu (1) à laquelle ils ont atteint l'âge de 22 ans et 3 mois.

(1) Ce licenciement pourra toutefois intervenir avant l'expiration du stage de 6 mois en cas de faute grave.

A l'issue du stage d'essai d'un an, les intéressés seront commissionnés et affiliés rétroactivement, la rétroactivité étant égale au temps, défini ci-dessus, dont peut être reculée la limite d'âge fixée par l'article 10 du chapitre 2 du Fascicule III du Règlement du Personnel, sans que toutefois le commissionnement ou l'affiliation puissent être fixés à une date antérieure à l'époque à laquelle les intéressés ont atteint l'âge de 23 ans.

Le temps de service comme auxiliaire entrera en compte pour la période d'essai qui ne sera toutefois pas inférieure à 3 mois.

Les versements ouvriers, pour la période d'affiliation rétroactive, seront à la charge des intéressés.

Les rappels de solde afférents à leur nouvelle situation seront accordés aux intéressés avec effet de la date de remise en service ou du 1^{er} septembre 1945 s'ils ont repris leur service avant cette date.

CHAPITRE 4

DISPOSITIONS DIVERSES

article 8 ♦ Dispositions applicables aux prisonniers, déportés, travailleurs malades à la suite de leur séjour en Allemagne.

Si, après un délai qui ne devra pas excéder, en principe, 6 mois, il est reconnu qu'un rapatrié ne peut remplir les fonctions de son grade, on lui recherchera, dans toute la mesure du possible, un emploi compatible avec ses aptitudes physiques et intellectuelles ; si l'intéressé doit être rétrogradé et si sa nouvelle rémunération est inférieure à l'ancienne, on lui attribuera un complément de rémunération qui sera calculé dans les conditions prévues en faveur des agents rétrogradés à la suite d'une blessure en service.

Si le médecin estime que l'agent est inapte à tout service par suite de faits de guerre, il conviendra d'entreprendre la procédure ordinaire de mise à la réforme et, quand il sera réformé, l'intéressé bénéficiera du secours ayant pour but de porter le total des prestations servies tant par la S.N.C.F. que par l'Etat aux 3/4 de sa dernière rémunération soumise à retenues.

Si, après sa remise en service ou après son retour en France, un prisonnier, un déporté, un travailleur ou un blessé décède des suites de maladie ou de blessure contractée ou reçue en Allemagne, sa famille bénéficiera du secours ayant pour but de porter le total des prestations servies tant par la S.N.C.F. que par l'Etat aux 3/8^e de la dernière rémunération soumise à retenues de l'agent.

CHAPITRE 3**AUXILIAIRES.****article 6 ♦ Remise en service.**

Les auxiliaires qui, dans les 3 mois qui suivent la parution du présent Avis Général ou la fin de la cause qui leur avait fait cesser leurs fonctions, demanderont à être remis en service, devront être réintégrés dans leur emploi. Ils ne pourront être licenciés, sauf en cas de faute grave, que 6 mois au plus tôt après leur réintégration.

article 7 ♦ Admission au cadre permanent.

Les auxiliaires qui assuraient un bon service avant leur départ, ainsi que ceux qui se révéleraient posséder de bonnes qualités professionnelles devront, dans la limite des autorisations accordées, être admis au cadre permanent par priorité, s'ils remplissent les conditions requises d'aptitude physique et professionnelle.

L'âge limite de 29 ans fixé pour l'admission au cadre permanent sera reculé dans les conditions fixées par l'article 10 du chapitre 2 du Fascicule III du Règlement du Personnel.

Il sera, en outre, reculé du temps pendant lequel ils ont dû interrompre leur service, ce temps, arrondi au nombre de mois supérieur étant égal :

- pour les prisonniers : au temps passé en captivité (ce temps étant toutefois majoré, pour les prisonniers évadés, d'une durée égale au temps compris entre la date d'évasion et le 1^{er} avril 1945).
- pour les mobilisés et engagés : au temps passé postérieurement au 25 juin 1940 sous les drapeaux au delà de la durée du service militaire légal.
- pour les combattants des Forces Françaises de l'Intérieur : au temps écoulé entre la date d'incorporation dans les F.F.I et la date de démobilisation ou le 1^{er} avril 1945 au plus tard.
- pour les blessés par faits de guerre : au temps écoulé entre la blessure et la date de consolidation ou le 1^{er} avril 1945 au plus tard.
- pour les déportés et internés : au temps écoulé entre la 1^{re} arrestation et leur libération ou, au plus tard, 3 mois après leur retour en France.
- pour les auxiliaires contraints au travail forcé pour l'ennemi : au temps écoulé entre la date d'incorporation dans une formation de travail sous le contrôle de l'ennemi et la date de leur retour en France ou le 1^{er} avril 1945 au plus tard.
- pour les auxiliaires ayant dû se soustraire à un ordre de réquisition : au temps écoulé entre la date de l'ordre de réquisition et la libération de la localité où ils avaient leur domicile ou le 1^{er} avril 1945 au plus tard.
- pour les auxiliaires ayant dû quitter leur emploi pour participer à l'action d'une organisation de résistance : au temps écoulé entre l'agrégation à une organisation de résistance et la libération de la localité où ils avaient leur domicile, ou le 1^{er} avril 1945 au plus tard.
- pour les auxiliaires ayant dû se soustraire à une recherche : au temps écoulé entre la date à laquelle les intéressés ont dû quitter leur domicile et la libération de la localité où ils avaient leur domicile, ou le 1^{er} avril 1945 au plus tard.
- pour les auxiliaires exclus par suite de mesure d'ordre politique ou racial : au temps écoulé entre la publication de la loi ayant entraîné leur exclusion et l'abrogation de cette loi sur le territoire métropolitain, ou le 1^{er} avril 1945 au plus tard.
- pour les auxiliaires des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle : au temps écoulé entre la date à laquelle la S.N.C.F. a cessé d'assurer l'exploitation des lignes et la date à laquelle la S.N.C.F. a repris l'exploitation ou le 1^{er} avril 1945 au plus tard.

b) Les agents qui étaient majeurs en stage d'essai avant commissionnement sans avoir été confirmés, devront compléter leur stage pour en porter la durée à un an, le nouveau stage ne pouvant cependant être inférieur à 3 mois. Ils seront ensuite, s'ils effectuent un bon service, commissionnés et affiliés rétroactivement à la Caisse des Retraites.

Le minimum du nouveau stage sera porté à 6 mois pour ceux qui n'avaient pas donné entière satisfaction avant de cesser leurs fonctions à la S.N.C.F. ou qui, au cours du nouveau stage, ne donneraient pas entière satisfaction.

Après ce stage, ils seront, suivant la qualité de leurs services, soit licenciés (1), soit commissionnés et affiliés rétroactivement.

c) Les agents qui étaient mineurs à l'essai seront mis à l'essai pendant un an, ils seront ensuite soit licenciés (1), soit commissionnés et affiliés rétroactivement à la date à laquelle ils ont atteint l'âge de 23 ans.

d) Dans tous les cas où il y aura affiliation rétroactive, les cotisations ouvrières seront versées par la S.N.C.F.

Les agents seront placés sur leur échelle dans la position correspondant à leur date de commissionnement ; ils recevront la rémunération correspondante avec effet de la date de reprise effective de service ou du 1^{er} septembre 1945, au plus tôt.

Pendant la période du stage d'essai qu'ils auront à accomplir, les intéressés (ex-confirmés ou majeurs non commissionnés) recevront la rémunération nette qui leur aurait été allouée s'ils avaient été réadmis à la S.N.C.F. avec leur grade ou commissionnés à l'âge de 22 ans et 3 mois, compte tenu des déclenchements normaux d'échelons pour les anciens mineurs confirmés ou si leur stage n'avait pas été interrompu par les circonstances ayant motivé leur départ de la S.N.C.F., ou s'ils avaient été commissionnés normalement à l'expiration dudit stage pour les ex-majeurs non commissionnés.

article 5 ♦ Avancement en grade.

La réadaptation des intéressés devra faire l'objet des soins attentifs du Chef d'Etablissement qui chargera un agent dirigeant de les suivre de près. On veillera notamment à ce que les agents, qui, au cours de leur absence, ont bénéficié d'une promotion en grade, soient mis à même de s'adapter à leurs nouvelles fonctions.

Les agents susceptibles de recevoir un avancement en grade seront, quand ils le demanderont et quand leur état de santé ainsi que leurs capacités intellectuelles le leur permettront, désignés par priorité absolue pour suivre les cours de formation et de perfectionnement.

Les agents qui paraîtraient aptes à tenir un emploi du grade supérieur, seront mis en stage pendant une période qui, en moyenne, devra durer 6 mois.

Si les résultats de ce stage sont favorables, ils pourront être nommés au grade supérieur sur décision du Chef d'Arrondissement, du Chef du Service ou du Directeur de la Région suivant le grade à obtenir, après inscription à un tableau d'aptitude spécial établi conformément aux règles fixées pour les tableaux d'aptitude complémentaires par le Fascicule VI du Règlement du Personnel (article 53).

Si le grade proposé n'est accessible qu'après examen ou concours les intéressés devront subir, avec succès, les épreuves d'un examen comportant les mêmes épreuves que l'examen ou le concours exigé. On tiendra cependant compte, dans le choix des épreuves et dans la cotation, de ce que les candidats ont été éloignés du service et gênés dans leur préparation.

Dans tous les cas on examinera, par comparaison avec les agents d'ancienneté analogue restés en service et qui ont été promus, s'il y a lieu de donner un effet rétroactif à la nomination.

On suivra de façon particulière la situation des très bons agents et des attachés qui auraient été susceptibles de prendre, s'ils n'avaient pas cessé leur service, deux ou plusieurs avancements en grade.

On devra s'efforcer de réduire au minimum le préjudice subi dans leur carrière par les intéressés du fait de leur absence.

Le délai maximum de 4 ans après commissionnement à l'issue duquel les attachés doivent être pourvus d'un poste définitif pourra être prolongé d'une durée égale à celle de l'absence, mais la titularisation pourra intervenir avec effet rétroactif.

La possibilité d'accorder aux intéressés des nominations après inscription à un tableau d'aptitude spécial cessera 3 ans après leur reprise de service et au plus tôt le 1^{er} janvier 1947.

Les avancements rétroactifs entraîneront un rappel de solde avec effet de la date de nomination.

♦ (1) Ce licenciement pourra toutefois intervenir avant l'expiration du stage de 6 mois en cas de faute grave.